

Rapport de synthèse de la Question sociale

« A rechercher un responsable à tout, allons-nous vers la perte des libertés et le refus de toute initiative ? Comment devenir responsable individuellement et collectivement ? »

Introduction

« Etre homme, c'est précisément être responsable. C'est connaître la honte en face d'une misère qui semblerait ne pas dépendre de soi. C'est être fier d'une victoire que les autres ont remporté. C'est sentir en posant sa pierre que l'on contribue à bâtir le monde ». Cette phrase de Saint-Exupéry dans « Terre des Hommes » exprime l'extraordinaire exigence de la responsabilité de chacun dans l'élévation de l'édifice humain.

En ce début du XXI^e siècle, dans notre société qui apparait de plus en plus complexe, où la culture du résultat à tout prix incite à des excès, où le « risque zéro » est le niveau vers lequel on veut tendre, l'homme semble avoir perdu cette aptitude à la responsabilité. C'est ce que laisse entendre la question soumise à notre réflexion, telle qu'elle est libellée.

Il est vrai qu'au pays des Droits de l'Homme et de la laïcité, Dieu reste encore un argument pour tuer son prochain et que nombre de nos contemporains revendiquent une identité ou une appartenance pour mieux affirmer leur individualisme. L'individu est paré de toutes les vertus, tandis que la société a tous les défauts et que l'Etat est accusé de freiner toute liberté d'entreprendre.

La peur, qu'engendre le devoir d'avancer sans avoir droit à l'erreur, malgré les mutations rapides qu'imposent les évolutions dans tous les domaines, incite les individus à se décharger de plus en plus de toute responsabilité, au risque d'y perdre liberté et esprit d'initiative.

De quoi sommes-nous responsables ?

De nos compétences, de nos connaissances, de nos engagements, de nos actes et de nos idées par rapport au passé, au présent, au futur. Nous sommes héritiers des événements qui ont marqué notre histoire : crimes, guerres, génocides, esclavage.... ce qui nous impose un devoir de mémoire et de transmission, nous sommes acteurs de l'actuel et précurseurs des événements à venir, ce qui nous impose prudence, discernement, bon sens.

De qui sommes-nous responsables ?

D'abord de nous-mêmes, et ensuite de l'autre, des autres. Nous sommes responsables d'avoir labouré et semé, même si nous ne devons pas récolter nous-mêmes.

Dès lors que nous avons atteint la majorité civile, chacun d'entre nous est considéré comme citoyen responsable de ses actes. Nos droits et nos devoirs sont inscrits dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme, ce sont eux qui fondent notre responsabilité vis à vis de l'humanité dans son ensemble, nous ne devrions pas les ignorer.

Mais nous ne sommes pas tous égaux devant les responsabilités. Pour un individu, être responsable nécessite une maturité et une intégrité physique, morale et intellectuelle qui n'est pas également partagée mais aussi une autonomie matérielle suffisante pour pouvoir vivre dignement.

Peut-on en effet considérer que nos contemporains sans domicile, sans emploi ou précaires, les habitants des pays en développement, des nouveaux pays industrialisés, des pays les

moins avancés sont libres de s'engager et d'exercer leur responsabilité ? On ne peut être responsable que si l'on a du pouvoir sur les événements.

La première forme de la responsabilité est la responsabilité morale. Elle consiste à exercer sa raison, à anticiper les conséquences de ses intentions et de ses actes et à en répondre devant sa propre conscience, après examen en toute impartialité.

Le concept de responsabilité renferme le principe de dignité, la notion d'éducation et l'esprit de fraternité. Être responsable c'est savoir agir et posséder le sens du devoir. Ce n'est pas compatible avec l'obéissance aveugle à n'importe qui, n'importe quoi, n'importe quelle sollicitation. L'autorité, la raison ou les motifs par lesquels l'individu est fait responsable doivent lui être légitimes et compréhensibles.

La responsabilité s'exerce soit à partir d'une volonté personnelle, c'est l'initiative, soit à la suite d'une sollicitation extérieure, c'est la prise de décision, et ceci à divers niveaux : familial, professionnel, politique, associatif, citoyen, etc.... L'urgence de la situation détermine la possibilité de poser ou non une réflexion avant d'agir. Le responsable peut être identifié ou anonyme c'est à dire la responsabilité être individuelle ou collective, partagée ou diluée, hiérarchisée ou transverse.

La responsabilité, inscrite dans le code civil est définie comme suit:

Article 1382 : « tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

Article 1383: « chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait mais encore par sa négligence ou son imprudence ».

Article 1384 alinéa 1 : « on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore par celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre (ou des choses dont on a la garde) ».

La responsabilité pénale, établie par l'autorité judiciaire, concerne les infractions à la loi qui sont punies de sanctions variables en fonction de l'importance de la transgression.

La loi Fauchon du 10 juillet 2000 précise la définition des délits non intentionnels. Elle établit une distinction entre les auteurs directs et indirects des dommages ou des fautes mais son application fait craindre qu'en assurant l'impunité des dirigeants, elle n'aille pas dans le sens de la justice.

Au plus haut niveau de nos instances, le gouvernement est collectivement responsable devant le parlement. La responsabilité du président de la République n'est engagée qu'en cas de haute trahison.

Nous avons défini le mot « responsabilité » de la manière suivante :

- d'une part :

C'est le fait d'une personne raisonnable, digne, lucide, qui réfléchit, s'engage en fonction des possibilités qu'elle se connaît, qui évalue et supporte les conséquences de ses actes.

C'est celui de quelqu'un qui assume une fonction, qui a un pouvoir décisionnaire.

C'est l'obligation de répondre, d'être garant de ses actes ou de ceux dont on a la charge, c'est la capacité de prendre une décision sans en référer préalablement à une autorité supérieure.

- d'autre part : c'est le fait d'être à l'origine d'un dommage et c'est l'obligation de réparer un préjudice.

Etre responsable s'exprime de différentes manières Au plan individuel, cela consiste :

A avoir acquis sa propre autonomie, son libre arbitre, pour pouvoir exercer pleinement sa liberté morale d'homme, sa liberté juridique et politique de citoyen.

A répondre loyalement de ses actes, les assumer tout au long de leurs conséquences.

A être capable de faire des choix en toute connaissance de cause, dans le respect de soi, des autres et des valeurs qui nous soutiennent, et à assumer ces choix.

A accepter la vie en société, sa vie en général en toute lucidité.

A reconnaître ses qualités et ses défauts.

A se souvenir de ses engagements, les poursuivre avec honnêteté.

A rester vigilant.

Au plan collectif c'est :

Avant tout avoir conscience de sa responsabilité individuelle.

Etre solidaire et rigoureux.

Respecter l'autre et l'environnement.

S'engager et assumer ses missions ou choisir son représentant.

Faire le choix de pouvoir et du pouvoir en étant celui qui va décider, va faire, va construire pour et avec les autres sans peur mais avec humilité.

A RECHERCHER UN RESPONSABLE A TOUT

Depuis toujours les hommes ont eu besoin de désigner des responsables à ce qui leur arrive, en bien ou en mal : les dieux, les ancêtres, le destin. Longtemps l'homme, ignorant des causes de ses difficultés ou malheurs, s'en est remis à ce qu'il considérait comme la toute puissante volonté divine, Cela lui a permis aussi, bien souvent, de se décharger de ses erreurs.

Parallèlement certains penseurs ou philosophes ont réfléchi à cette notion. Le premier Aristote a posé le principe de responsabilité individuelle : l'homme doit répondre de ses actes dès lors qu'il en a pris l'initiative. Plus tard Descartes affirme que l'homme est un être de raison et dispose du libre arbitre.

Pour celui qui s'est défait de l'asservissement religieux, le drame, la catastrophe ne renvoient plus à Dieu ou à la Providence, mais à lui-même. La primauté de l'ordre social sur les intérêts individuels est de plus en plus battue en brèche et les progrès de l'ère moderne ont pour une grande part engendré le mythe de l'homme tout puissant, responsable de tout. Le déterminisme n'est plus à l'ordre du jour et la fatalité, l'impondérable, le hasard, l'imprévu ou l'aléatoire sont devenus inacceptables ; on veut tout dominer, tout gérer, tout contrôler. Cependant certains événements, comme les catastrophe naturelles, souvent imprévisibles dans leurs conséquences, sont manifestement indépendants de la responsabilité humaine.

La question débute par l'affirmation « à chercher un responsable à tout », mais cherchons-nous vraiment un responsable ?

Il faut établir une distinction entre ce qui relève de la responsabilité qui rend l'engagement noble, de ce qui relève de la culpabilité induite par l'erreur ou la faute sciemment commise. Etre responsable renvoie à une obligation de moyens, tandis qu'être coupable renvoie à une notion de conséquences. « Je suis responsable mais pas coupable » cette formule employée par le Ministre de la Santé dans l'affaire du sang contaminé, exprime la distinction entre les deux notions. Déterminer un responsable ne signifie pas automatiquement condamner et punir. La justice est là pour faire la différence entre coupable et responsable et sanctionner le plus justement possible les actes répréhensibles.

Cependant les deux notions peuvent être confondues lorsque s'impose une obligation de moyens et de résultats. Aujourd'hui, affirmer sa responsabilité, c'est souvent prendre le risque de la culpabilité et donc de la condamnation. Un acte coupable est en principe un acte délibéré, mais on ne peut pas être coupable si on en n'est pas responsable.

Rechercher et trouver un responsable, voire un coupable peut, dans certains cas, être un facteur d'avancée pour l'individu ou la société toute entière puisque cela peut aboutir à une démarche de reconnaissance, d'amélioration, d'évolution et de prévention.

Au plan individuel, la désignation des responsabilités permet aux victimes et à leurs proches d'apaiser une douleur, éventuellement de faire le deuil et ainsi de se tourner à nouveau vers la vie et de se reconstruire.

Au niveau de la société, la survenue d'un événement tragique peut et doit faire l'objet d'une réflexion et d'une recherche en responsabilité pour que des enseignements et des précautions en soient tirés pour l'avenir. Les comportements irresponsables, en matière de commerce international ou d'environnement par exemple, néfastes pour l'ensemble de la collectivité humaine doivent être sanctionnés au niveau national et international.

L'évolution des sciences et des techniques fait apparaître des situations inédites qui nécessitent d'assurer le risque et de trouver des solutions aux problèmes résultants de ces nouveaux rapports de l'homme avec son environnement. Les progrès réalisés, par exemple, en matière de sécurité sur les lieux de travail illustrent cet état de fait.

Toutefois si la protection est nécessaire elle ne doit pas devenir surprotection. Aujourd'hui nous allons vers une dérive grave, nous assistons à une véritable crise en matière de détection et d'acceptation des responsabilités. Chercher un responsable revient souvent à masquer ou à travestir la réalité, c'est trouver une explication acceptable à un dysfonctionnement sans tenir compte suffisamment de la complexité des enchaînements qui y ont conduit, c'est transférer sur un autre ses propres manques, nier la réalité dans un comportement qui peut aller de la mauvaise foi au mensonge quand il ne traduit pas la pure indifférence, ce qui sans doute est le pire des refus de responsabilité. Cette attitude infantile va à l'encontre de la lucidité et de la conscience de soi et des autres. La recherche de responsable à tout ce qui ne va pas comme le chômage, le déficit de la sécurité sociale, tout ce qui nous dérange, peut dévier vers la désignation de nouveaux « boucs émissaires » : l'immigré, l'homme de couleur, le rassistes ... avec tout ce que cela engendre de manifestations de rejet, de mépris pour les uns, et de sentiment d'injustice et de violence pour les autres.

Plusieurs causes sont à l'origine de la recherche d'un responsable à tout prix

Auparavant, la marche du progrès était prioritaire, il ne fallait pas l'entraver. Les accidents, vécus comme inéluctables, n'entraînaient pas systématiquement la recherche d'un responsable. Les victimes représentaient une perte inévitable en vue d'un futur meilleur ou plus grand. Aujourd'hui, c'est impensable, l'individu est devenu une valeur essentielle.

La manière de fonctionner, imitée de ce qui se passe aux Etats Unis, s'installe. On n'accepte plus les conséquences de ses erreurs ou excès. Dans une traque acharnée des responsables, et avec l'espoir d'avantageuses réparations financières, des utilisateurs ou consommateurs, n'hésitent plus à recourir à la justice contre des producteurs ou distributeurs de produits, comme le tabac, l'alcool, les fours à micro-ondes... dont ils s'estiment victimes. Les procès en responsabilité augmentent avec l'attrait des gains envisagés, toujours insuffisants pour qui se pense victime, toujours exagérés pour celui jugé comme redevable. Les médias exploitent le goût du catastrophisme et influencent la généralisation de comportements fondés sur l'individualisme et le consumérisme.

La société ne favorise pas la prise de responsabilités. Le concept de périmètre public, d'espace commun de rencontre et de discussion où la citoyenneté se construit, s'exprime, où la liberté se manifeste est en train de disparaître. L'exercice même de la citoyenneté est en déliquescence. Le libéralisme remet en cause l'intérêt général au profit d'intérêts privés sans principes moraux. On ne prend plus ses responsabilités en termes de droits et de devoirs.

Le chômage et la précarité des emplois, érigés en système, induisent pour un grand nombre de nos concitoyens, une insécurité matérielle qui nuit à l'engagement, de même d'ailleurs que l'assistanat de plus en plus largement répandu. La perte des repères ainsi engendrée conduit à ce que s'affirme la tendance au repli sur soi et la dissolution du lien collectif s'intensifie.

A l'inverse, dans nos civilisations occidentales les enfants sont surprotégés. Nous avons des habitudes de confort et d'abondance où les accidents et l'imprévu sont bannis. La souscription à des assurances de toutes sortes devient exagérée. La peur du risque s'exprime par une exigence de sécurité absolue. Les exemples d'accusations outrancières se multiplient dans beaucoup de domaines. On peut citer la condamnation d'enseignants pour la conduite irresponsable d'un élève, la condamnation d'un maire pour accident dans des espaces publics considérés comme insuffisamment sécurisés, les procès intentés contre médecins ou chirurgiens accusés de n'avoir pas pu ou su guérir.

Les avancées techniques et biotechnologiques, l'industrialisation, la recherche, la construction européenne, les contraintes liées à la mondialisation font que la société se complexifie de plus en plus. Notre vision du monde a évolué. Les progrès réalisés dans le domaine du nucléaire ou du génie génétique peuvent avoir des conséquences à la démesure humaine, le danger est devenu planétaire. Nous disposons en effet, en ce début du XXI^e siècle, d'un pouvoir sur la nature qui peut paraître illimité, avec cette conséquence que devant la complexité et les imbrications multiples des décisions prises, s'il n'y a plus d'innocence possible, les responsabilités sont souvent diluées et les vrais causes des dysfonctionnements multiples et difficiles à cerner, ou tout simplement à comprendre. Ceci a pour effet d'éloigner l'individu de la connaissance et du questionnement.

Tandis que de nouveaux types de périls nous menacent: réchauffement climatique, pénurie de pétrole, pollution, dans un rejet qui risque de se généraliser, chacun tente de se décharger ou de déléguer toute responsabilité. Le besoin de « bouc émissaire » s'intensifie. La collectivité se défausse sur l'individu, l'individu sur la collectivité, sur l'Etat et les assurances. A l'extrême, on cherche même des défaillances humaines en cas de cataclysmes naturels, pourtant aucun humain ne pourra jamais faire la pluie et le beau temps ni empêcher séismes et tsunamis.

L'Etat lui-même démissionne, les associations, les ONG prennent en charge ce qui devrait être de son ressort, la responsabilité est de plus en plus diluée.

- Un certain nombre de postes d'un haut niveau de compétences peinent à trouver preneurs parce que l'exercice de la responsabilité réclame une qualification et une formation de plus en plus pointues, et finit par être noyé dans une hiérarchisation où le responsable est toujours déclaré être celui qui est au-dessus.

De plus en plus de faits divers les mettant en cause, la désaffection pour les professions d'enseignants, médecins, chirurgiens, éducateurs s'amplifie ainsi que pour certaines fonctions d'élus, dirigeants ou bénévoles d'association... La peur des conséquences devient plus forte que la passion de servir et aggrave une déjà importante crise de l'engagement, même si fort heureusement, il reste encore des volontaires pour faire vivre les associations ou s'impliquer dans les milieux politiques et citoyens.

Chaque démarche ou acte est précédé de la question: 'Qu'est-ce que je risque?'.

Une profusion de lois qui traite une profusion de problèmes fait que se dilue l'esprit de responsabilité. L'imbricatio actual des jurisprudences n'a d'égal que la multitude des questions à élucider. Il n'y a plus de responsables, il n'y a que des règlements, mais plus il y a de règlements, plus grand est le risque d'être en faute !

Cet afflux fait du juge une autorité suprême. Il est évident que la loi se doit de protéger les victimes, mais y faire appel dans tous les cas encourage l'irresponsabilité et favorise le développement du statut de victime, que la tendance actuelle fait devenir le héros malheureux d'une histoire, alors que la société manque de héros courageux ? Ne devrions-nous pas nous penser d'abord victime de nous-mêmes, de notre apathie et de notre indifférence ?

Nous avons pris l'habitude d'être protégés par une foule d'assurances ou d'être pris en charge par l'Etat. Auguste Armet, sociologue Martiniquais, dans son ouvrage « La saison des hommes », écrit: « l'assistance est devenue une sorte de maladie, qui nous envahit et qui nous enlève la dynamique collective fondée sur le travail et la dignité d'homme et d'être humain. Il faut donc lutter contre cette réalité-là ».

La surenchère des garanties donne à voir les signes d'une société qui n'assume plus le devoir de réparation individuelle, mais qui exige une prise en charge collective.

PERTES DES LIBERTES, REFUS DE TOUTE INITIATIVE

La liberté c'est le fait de pouvoir penser et agir sans entrave, contrainte ou soumission. Elle permet à l'être humain d'accomplir des choix par lui-même, de façon autonome, en fonction de sa nature, d'exercer sa volonté et sa raison, de manifester ses désirs en restant maître de ses passions. Elle n'est à personne et appartient à tout le monde.

Cependant, la liberté individuelle se limite à l'exercice de la liberté de l'autre et n'existe que si chacun est responsable de ses actes. Elle met en jeu notre devoir moral et doit être contenue dans la conscience du collectif et de la solidarité, sans quoi elle devient vite irresponsabilité.

Pour être responsable, il faut d'abord être libre de penser, de s'exprimer et d'agir, ce qui n'est pas le cas de l'enfant, de l'esclave, de l'incapable juridique ou de l'aliéné. La responsabilité est intimement liée au libre choix, elle est le corollaire incontournable de l'autonomie acquise, ce qui en exclut aussi ceux qui sont en situation de précarité matérielle et morale et de dépendance.

La liberté implique la prise de risque et la capacité à aller à contre-courant des habitudes et des usages établis. Permettant l'initiative, elle fait appel au libre arbitre et s'oppose à la

notion de fatalité ou de destin. Elle autorise tout ce qui n'est pas contraire à la loi ou nuisible à autrui, elle est le pilier de la démocratie.

La loi, cependant, et l'infinité de règles, règlements et décrets qui existent, à juste raison, pour protéger le citoyen et les autorités, sont parfois tellement limitatifs, que leur application est une entrave à toute action, un frein à toute évolution et une atteinte aux libertés fondamentales. Si, par exemple, les procédures de traçabilité sont d'indispensables précautions pour limiter les abus de toutes sortes, elles ne doivent pas devenir aliénantes. Trop de précaution tue l'action et il devient souhaitable que le collectif cesse de nous vouloir du bien à tout prix.

L'abstention dans la prise de responsabilités, ou le refus de les endosser a pour conséquence la perte, partielle ou totale, de liberté. Cette absence de liberté d'entreprendre et de choisir induit souvent le glissement vers l'apathie et l'assistanat. Poussés à l'extrême les comportements de prudence, d'inertie, le manque d'enthousiasme anesthésient nos consciences, nous infantilise, nous fait perdre tout bon sens.

L'initiative est le fait de celui qui est le premier à proposer, entreprendre, organiser et intervenir, elle est aussi le droit de soumettre à une autorité compétente une proposition en vue de la faire adopter. Elle ne s'improvise pas et dépend en grande partie de l'histoire particulière de chacun.

Les inventifs, les curieux, les audacieux qui expérimentent, prospectent et prennent des risques permettent à la société d'avancer. Pourtant, par la complexité des procédures, notre société décourage trop souvent l'entreprise personnelle, le travail n'est pas assez valorisé. Prendre des initiatives suppose la plupart du temps de faire front seul face à tous et expose à des difficultés souvent imprévisibles. Agir est un acte de liberté et de courage devenu compliqué voire suspect. La crainte de voir sa responsabilité mise en cause peut paralyser l'action et induire le rejet de toute prise de risque. Cette désaffection rend l'individu de plus en plus spectateur et de moins en moins acteur.

Dans le milieu professionnel, le formatage des postes de travail, la spécialisation du personnel et la dissociation des tâches ont pour effet pernicieux de freiner les initiatives.

La prise de conscience des dangers liés aux nouveautés techniques fait naître la crainte. Nous avons pris des risques non maîtrisables qui peuvent engendrer la destruction de l'humanité, d'où le principe de précaution inscrit dans la « Charte de l'Environnement de 2004 » à laquelle il est fait référence en préambule de notre constitution. Mais ce principe devient l'objet d'une utilisation abusive et d'une perversion dans la recherche du risque zéro qui bloquent les innovations et les initiatives, nous incite à subir ou à obéir plus qu'à nous impliquer.

La société prenant en charge partiellement ses citoyens leur sert de prêt à penser et à consommer. Nous démissionnons tout simplement de notre rôle d'individu libre et ce faisant nous prenons le risque de la soumission à un pouvoir dictatorial, aboutissant au totalitarisme, c'est à dire à la perte de toute prérogative. Le refus de s'engager laisse toujours agir le plus fort.

La tendance actuelle au « cocooning » privilégie le moindre effort, cultive la prise minimum de risque ce qui conduit à la crainte d'entreprendre et à l'abandon d'une forme de liberté. Nous devrions nous souvenir que ne pas choisir est un choix qui engage gravement. Le choix de ne rien entreprendre est proprement irresponsable, il dépouille la notion de responsabilité du principe même de son existence. L'exigence du tout sécuritaire décourage l'initiative et invite à l'immobilisme. Nous sommes en train de bâtir une société où l'individu,

sûr de ses droits mais oublieux de ses devoirs, vient butiner ce dont il a besoin ou ce qui lui plait dans le creuset collectif, sans contrepartie.

C'est pourtant la notion de devoir qui nous rend responsable.

SOLUTIONS PROPOSEES: COMMENT DEVENIR RESPONSABLE

Le mot « devenir » sous-entend que nous ne le sommes pas actuellement et pose quelques interrogations. S'agit-il en fait de devenir mieux responsable, de réapprendre à l'être? S'agit-il de réhabiliter la responsabilité dans les décisions et les actions de l'homme et de la société ? S'agit-il de gérer mieux notre avenir ? L'objectif ultime ne serait-il pas la sauvegarde de l'homme et de la planète pour les générations futures ?

Nous ne sommes pas seulement responsables de nous-mêmes et de notre actualité mais de tout et de tous, à tous les moments de notre histoire. Le sens de la responsabilité ne va pas sans la notion d'intérêt général. Nous ne sommes pas que des consommateurs de droits, nous avons le devoir d'aller de l'avant et d'oser avec le souci permanent de rendre la société plus humaine, à l'instar d'Eve qui la première transgressa la loi divine pour s'approprier la connaissance et rendre l'humain libre et autonome.

Dans le contexte d'incertitude dans lequel nous vivons, la responsabilité doit redevenir une démarche éthique, qui appelle à la prudence en terme de choix raisonnés mais nécessaires. Cette démarche s'applique à la fois à l'individu et au collectif. Elle se décline en plusieurs étapes successives : s'informer, réfléchir et analyser, puis s'exprimer, décider et agir, ensuite évaluer les résultats et les conséquences, enfin réajuster, adapter, rectifier.

La gestion des risques est un exemple d'utilisation de cette démarche. La responsabilité impose à tous les niveaux d'en être conscients et d'en limiter les conséquences néfastes, potentielles ou avérées. Lorsque le danger est connu, la décision et l'action doivent aller dans le sens de la prévention, s'il est potentiel ou inconnu la précaution devient la règle. Le principe de précaution, décrit à l'origine à Rio en 1992 pour application à l'environnement, est maintenant un outil très abouti étendu à tout domaine. Il répond aux complexités des situations en cas d'incertitude face au risque. Appliqué en conscience, il ne doit pas inciter à l'inertie ou à l'inaction, mais engager à une attitude prudente et vigilante dans l'analyse et l'anticipation de la gravité des conséquences possibles pour éviter ainsi de prendre des décisions inconsidérées. Comment agir et se comporter en responsable ? La responsabilité individuelle exige de la discipline envers soi-même et doit s'appuyer sur la raison. Elle suppose des aptitudes intellectuelles de lucidité, de rigueur, de sens critique, de cohérence, de discernement et de sens des limites; des qualités morales d'exigence, de courage, de loyauté, d'humilité, d'honnêteté, de sincérité, d'écoute et de dévouement; des capacités d'affirmation de sa liberté comme la motivation, la confiance, l'ambition, l'autonomie et le libre arbitre.

L'engagement, l'exemplarité, l'aptitude au doute, à la désobéissance et à la transgression raisonnée, sont les conduites essentielles qui mènent à l'exercice de la responsabilité. Il faut pouvoir aussi assumer et déléguer, détecter la manipulation et lui résister, s'appuyer sur une information de qualité et ne jamais se départir du permanent souci de l'autre, du sens de la solidarité et de l'altérité.

On ne naît pas responsable, on le devient et l'éducation, dans la famille comme à l'école, a un rôle primordial pour l'acquisition de la responsabilité.

Nos travaux nous ont conduits aux propositions suivantes:

Il est nécessaire d'enseigner aux enfants la reconnaissance du droit à l'erreur, la justice, leur inculquer des valeurs comme le respect de soi et d'autrui, la politesse, le sens moral, l'éthique et tout ce qui constitue la morale laïque. Il faut s'efforcer de former des enfants curieux, citoyens du monde, plutôt que des enfants rois, les inciter à l'action et leur permettre de grandir en cultivant leur autonomie.

A l'école la formation du citoyen doit passer par l'enseignement d'une instruction civique vivante et actualisée et du droit. Pour réveiller l'intelligence, le sens critique, celui de l'analyse et du jugement, et cultiver le désir d'apprendre, l'initiation à la philosophie, à l'histoire des cultures et des religions doit être entreprise dès le plus jeune âge.

Partout il faut lutter contre l'analphabétisme, créer des espaces de partage et de reconnaissance inter culturels et des lieux de paroles et oser la confiance dans la différence raciale, religieuse ou culturelle. L'idée de création d'écoles des parents doit être réactualisée, et l'aide d'éducateurs qualifiés et en nombre proposée aux familles défaillantes ou en difficulté. Etre à l'écoute de l'autre et de sa souffrance, pratiquer les gestes de solidarité, redonner courage doivent redevenir des attitudes naturelles.

L'initiative individuelle doit être encouragée, sortie de l'anonymat et éventuellement récompensée, y compris financièrement. Erreurs ou fautes doivent être reconnues et assumées par leurs auteurs et sanctionnées en fonction de leur gravité. Il faut toujours penser à l'impact d'une décision individuelle sur l'ensemble d'un groupe.

La responsabilité collective est alimentée par la responsabilité individuelle et est l'expression d'une solidarité courageuse. Etre responsable collectivement, c'est chercher ensemble et trouver de nouvelles voies à proposer pour l'évolution de la société dans le contexte actuel de mondialisation.

Devant la complexité des situations et des problèmes, l'homme a de plus en plus de difficultés à agir seul, sa place et son rôle sont à redéfinir. Dans tous les domaines, y compris politique, il faut revoir les systèmes qui diluent ou capturent liberté et responsabilité. Il faut reconsidérer les conséquences des marchés ultra-libéraux où la recherche du profit passe avant le bonheur de l'homme. La notion de responsabilité collective doit aller en s'élargissant vers celle d'humanisme. Dans « L'existentialisme est un humanisme » Jean-Paul Sartre a écrit: « *La responsabilité de l'homme est au cœur de toutes choses et au cœur de sa dimension morale. La dimension consiste à affronter sa propre liberté et sa propre responsabilité, voilà à partir de quoi je construis un humanisme* ».

Dans le domaine de la vie politique et démocratique, la responsabilité du citoyen doit s'exprimer activement par la participation, le vote, l'engagement, y compris au niveau Européen. Des générations se sont battues pour obtenir ces droits pour nous, nous devons nous en souvenir et éduquer nos jeunes au civisme. Dans une démocratie participative, unique rempart contre le totalitarisme, le bien de la collectivité doit être le souci permanent du citoyen responsable et de l'homme politique intègre et désintéressé.

Notre responsabilité collective comme éco-citoyen du monde dans les domaines de la consommation, de la gestion des déchets, de l'alimentation est grande. Mais de quoi sommes-nous capables concrètement? Sommes-nous par exemple prêts à sacrifier l'extraordinaire liberté de choix qui s'offre à nous pour consommer mieux ? Des concepts originaux et des voies nouvelles émergent d'initiatives souvent individuelles, et sont encore insuffisamment reconnus et coordonnés, parmi lesquels le développement durable, l'économie solidaire, le commerce équitable, la consommation citoyenne,...

Du fait de la mondialisation, des aspects de la vie d'importance capitale et d'ordre universel tels que la protection de la nature, l'éradication de la violence, la régression de la paupérisation et de l'exclusion sociale, la réorganisation du commerce mondial, etc... font partie des domaines auxquels nous devons absolument nous intéresser et dans lesquels nous devons prendre parti. Chacun doit s'engager, à tous les niveaux : famille, école, travail, société en général, et s'impliquer dans la vie démocratique, associative, politique.

Les enjeux du développement durable qui vise à satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre ceux des générations futures sont à la fois tout à fait personnels et éminemment collectifs. Cette conception des choses réunit des responsabilités, partagées et transversales, des performances, des décisions économiques, sociales et environnementales, qui auparavant ont toujours été pensées séparément. Il reste dans ce domaine énormément à faire, pour ne pas dire tout.

Le travail et l'exigence de comptes à rendre qu'il implique pour chacun, quel que soit le poste qu'il occupe, est un contexte privilégié pour la formation à la responsabilité et sa mise en pratique. Chacun devrait y avoir droit et personne ne devrait être dédouané de sa part à prendre, quelle qu'en soit l'importance. Cette exigence doit s'étendre aux professionnels de la politique qui profitent d'immunités légales qui ne sont pas toujours justifiées et deviennent, dans certaines circonstances, inacceptables, et aux entreprises qui prennent pour alibi la sous-traitance pour s'affranchir de leurs responsabilités.

Que faire pour agir autrement ?

Pour redonner un rôle actif au citoyen dans l'adaptation de la société aux changements et à la complexité, et l'inciter à s'engager dans l'action sociale, syndicale, politique, associative à tous les niveaux, provoquer des débats publics et contradictoires et dans toute élection prendre en compte le vote blanc.

Pour l'éducation de chacun à ses devoirs, mettre en place des journées de formation à la citoyenneté, et instaurer un service national de solidarité civile, obligatoire pour tous, de quelques semaines au service de la collectivité, et établir une déclaration des responsabilités et des devoirs de l'homme et du citoyen en complément de celle des droits de l'homme.

Un travail avec les médias pour qu'ils diffusent des informations pertinentes et de qualité et jouent un rôle plus éducatif par la proposition d'émissions ou d'articles attrayants sur le fonctionnement des institutions de la république, les élections etc ... doit être entrepris.

La pratique des « conférences de citoyens » pour rechercher des consensus entre les experts, les décideurs, et les producteurs, les utilisateurs, les consommateurs doit être développée, de manière à préserver les contrepouvoirs. L'éveil et la volonté du citoyen prenant le pas sur le consommateur le fera participer activement au développement durable.

Des systèmes de contrôle pour que le politique ne soit pas dépendant de l'économique et pour veiller à la bonne application des lois doivent être établis. Une évaluation permanente et objective doit permettre de redonner aux institutions le moyen d'être efficaces. Les décisions des commissions d'éthique doivent avoir un écho plus important. Pour que les plus hauts dirigeants n'échappent pas à leurs devoirs il y a lieu d'envisager la suppression de l'immunité parlementaire et politique.

Au niveau mondial, pour juger les différents en matière d'environnement, la création d'institutions pénales internationales est nécessaire. L'exercice de notre responsabilité collective impose, lorsque nécessité il y a, d'user du droit d'ingérence.

Dans toutes les collectivités, reconnaître la fonction de dirigeant, instaurer un meilleur statut juridique et social du responsable, réfléchir aux relations entre responsabilité, autorité et hiérarchie, identifier clairement exécutants et décideurs et réduire les distances entre les exécutants et les responsables sont des démarches à entreprendre pour que soient correctement distribuées les responsabilités dans une répartition solidaire.

La notion de partage doit être repensée, le travail redevenir un droit pour tous. Le travail non morcelé qui permet à l'homme de penser, créer et le rend responsable de son œuvre doit être réhabilité. Les règles et règlements doivent être assouplis et rendus plus lisibles. Il faut que se retrouvent le sens et le goût du risque.

Il reste à imaginer un projet de société qui permette à tous de rêver et par voie de conséquence à chacun d'y prendre part.

Conclusion

Finalement, cette question sociale met en exergue l'inquiétude qui est la nôtre face à une mutation de notre société à la recherche d'une éthique économique, scientifique, écologique et politique. La responsabilité est l'expression de la déontologie de chacun, elle est partout et l'usage qu'on en fait évolue. A la question comment devenir responsables nous répondons : en étant citoyen, en pensant citoyen et en agissant citoyen. L'exercice de la responsabilité ne peut s'envisager que dans une société démocratique qui garantit à chacun le droit d'expression, le respect des lois et des droits de l'homme, mais aussi la liberté de se situer par rapport à la loi commune et d'acquérir l'inventivité nécessaire pour apprendre à ETRE plutôt que de chercher à AVOIR. Il est des valeurs qui doivent transcender l'individu.

Tout ce qui construit l'esprit civique, le libre arbitre, l'autonomie fait l'homme libre, responsable et prêt à s'investir. « Nous changer nous-mêmes pour changer la société », telle pourrait être la formule qui nous fédère et nous motive. Nous n'avons pas le droit de dire « je ne sais pas, je ne peux pas, je n'ose pas, je me tais » mais celui d'affirmer « je sais, je peux, j'ose et je ne me tais point ».

La période que nous traversons est sans doute une de ces période de transition où les anciens modèles politiques et économiques se déconstruisent et dans laquelle des alternatives de modèles nouveaux n'ont pas encore émergé. Notre mission d'hommes libres et responsables est de nous attacher à rebâtir. Les règles de partage et de construction doivent nous guider dans la recherche de nouvelles normes et valeurs qui constitueront notre future société. Nul n'est tenu à l'impossible mais chacun a le devoir de jouer sa partition dans le concert de l'humanité.

Inhérente à la nature humaine, la notion de responsabilité est le lien entre celui qui agit et le résultat de son action. Friedrich Nietzsche écrit dans « Généalogie de la morale » que « la responsabilité est le résultat d'un travail de l'homme sur soi ». Plus qu'un fait dest donc un idéal qui implique courage et volonté et résulte d'un parcours que l'on peut qualifier d'initiatique.

Le rôle de chacun, si minime soit-il, est fondamental visant à l'émergence d'un nouveau modèle de vie sociale, politique et économique dans le respect de la devise de notre république: Liberté, Egalité, Fraternité. La responsabilité n'est-elle pas finalement le fondement de cette devise ?